



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/45/644  
18 octobre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-quatrième session  
Point 18 de l'ordre du jour

### APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

#### Question du Sahara occidental

#### Rapport du Secrétaire général

1. A sa quarante-quatrième session, le 11 décembre 1989, l'Assemblée générale a adopté sans la mettre aux voix la résolution 44/88, qui se lit comme suit :

"L'Assemblée générale,

Ayant examiné de manière approfondie la question du Sahara occidental,

Rappelant le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant sa résolution 43/33 du 22 novembre 1988, relative à la question du Sahara occidental,

Rappelant la résolution AHG/Res.104 (XIX) sur le Sahara occidental 1/, adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dix-neuvième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba du 6 au 12 juin 1983,

Prenant note avec satisfaction du document final sur le Sahara occidental adopté par la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade du 4 au 7 septembre 1989 2/,

---

1/ Pour le texte, voir résolution 38/40, par. 1.

2/ Voir A/44/551-S/20870, annexe.

Rappelant la résolution 621 (1988) du Conseil de sécurité, en date du 20 septembre 1988, relative à la question du Sahara occidental,

Ayant examiné le chapitre pertinent du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 3/.

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la question du Sahara occidental 4/.

Réitérant son appui au processus de bons offices conjoints du Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies entamé le 9 avril 1986 à New York, en vue d'aboutir à une solution juste et définitive de la question du Sahara occidental, conformément à la résolution AHG/Res.104 (XIX) de la Conférence et à la résolution 40/50 de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1985,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la question du Sahara occidental;

2. Réaffirme que la question du Sahara occidental est une question de décolonisation à parachever sur la base de l'exercice par le peuple du Sahara occidental de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance;

3. Souligne l'importance de l'accord de principe donné le 30 août 1988 par le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro aux propositions communes du Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de tenir un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental, organisé et contrôlé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine;

4. Se félicite des efforts déployés par le Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue d'aboutir à une solution juste et définitive de la question du Sahara occidental, conformément à la résolution 40/50 de l'Assemblée générale;

---

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 23 (A/44/23), chap. X.

4/ A/44/634 et Corr.1.

5. Se félicite également des progrès réalisés par le processus de bons offices conjoints et exhorte le Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à poursuivre et à intensifier leurs efforts visant à résoudre les problèmes en suspens et à réunir ainsi les conditions nécessaires à la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental, sans contraintes administratives et militaires, organisé et contrôlé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine;

6. Accueille avec satisfaction la mise en place d'une commission technique chargée d'assister le Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans leurs bons offices conjoints pour le règlement de la question du Sahara occidental;

7. Salue les entretiens à Marrakech de Sa Majesté le roi Hassan II du Maroc avec une délégation de haut niveau du Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro et fait sien l'espoir du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine qu'il y aura d'autres rencontres de cet ordre pour renforcer les perspectives de succès du processus de paix;

8. Exprime sa conviction que la poursuite du dialogue direct entre les deux parties au conflit pourrait contribuer à l'aboutissement du processus de bons offices conjoints du Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au rétablissement de la paix au Sahara occidental, ainsi qu'à la stabilité et à la sécurité de toute la région;

9. Lance de nouveau un appel au Royaume du Maroc et au Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro pour qu'ils fassent preuve de la coopération et de la bonne volonté politique nécessaires au succès du processus de bons offices conjoints du Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;

10. Prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à examiner la situation au Sahara occidental en tant que question prioritaire et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session;

11. Invite le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine à tenir le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informé des progrès accomplis dans l'application des décisions de l'Organisation de l'unité africaine relatives au Sahara occidental;

12. Invite le Secrétaire général à suivre de près la situation au Sahara occidental en vue de l'application de la présente résolution et à lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session."

2. Le présent rapport, qui porte sur la période allant du 12 octobre 1989 au 10 octobre 1990, est présenté en application du paragraphe 12 de cette résolution.
3. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session (A/44/634 et Corr.1), le Secrétaire général a signalé que, après que les deux parties eurent adopté en principe, en août 1988, les propositions de règlement visant à résoudre la question du Sahara occidental conformément à la résolution 40/50 de l'Assemblée générale, les efforts du Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Secrétaire général avaient visé à préciser des questions soulevées par les parties concernant certains aspects des propositions. Il a aussi déclaré que les parties avaient continué d'offrir leur coopération et de soutenir la poursuite du processus de paix.
4. En janvier 1990, le Secrétaire général a désigné M. Johannes Manz, un ressortissant suisse, pour être son représentant spécial en remplacement de M. Héctor Gros Espiell.
5. Le mois suivant, le Représentant spécial s'est rendu au Sahara occidental pour se familiariser avec la situation, ainsi que dans les capitales des pays avoisinants, où il s'est entretenu avec les dirigeants. Au Maroc, il a aussi remis au Roi Hassan II un message du Secrétaire général.
6. Le Secrétaire général s'est rendu dans la région du 23 au 27 mars 1990, dans le cadre de sa mission de bons offices.
7. Au Maroc, le Secrétaire général a été reçu par le Roi Hassan II, avec qui il a passé en revue les progrès réalisés dans le cadre de sa mission de bons offices. Par ailleurs, il a demandé des précisions quant à la position du Maroc sur plusieurs aspects de la question.
8. Lorsqu'il s'est rendu au quartier général du Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro (Front Polisario), dans la région de Tindouf, le Secrétaire général de l'ONU s'est entretenu avec le Secrétaire général du Front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz. Ce dernier a ainsi pu être informé des détails du plan de règlement envisagé pour le Sahara occidental et il a demandé des précisions sur plusieurs de ses aspects.
9. Etant donné le rôle joué par l'Algérie et la Mauritanie en tant qu'observateurs du processus de paix, le Secrétaire général a pris des dispositions pour rencontrer également les dirigeants de ces deux pays lors de son voyage dans la région. Il s'est rendu en Algérie, où il a été reçu par le Président Chadli Bendjedid et a parlé de l'évolution récente de la question du Sahara occidental ainsi que des progrès qui avaient été réalisés pour résoudre les problèmes encore en suspens. Il avait eu un entretien analogue avec le lieutenant colonel N'Diaye Kane, Secrétaire permanent du Comité militaire de salut national de Mauritanie, quelques jours auparavant à Windhoek, à l'occasion des cérémonies d'indépendance de la Namibie. Au cours de leurs entretiens, le Président Bendjedid et le représentant du Gouvernement mauritanien ont assuré le Secrétaire général que l'Algérie et la Mauritanie soutenaient sans réserve la mission de bons offices entreprise en commun par le Président en exercice de l'OUA et le Secrétaire général de l'ONU en vue de régler la question du Sahara occidental.

/...

10. Dans le cadre des consultations qui se poursuivent avec le Président de l'OUA, le Secrétaire général adjoint aux questions politiques spéciales, à la coopération régionale, à la décolonisation et à la tutelle, M. Abdulrahim Farah, a remis un message personnel du Secrétaire général au Président en exercice de l'OUA, le Président Hosni Mubarak, au Caire, le 17 avril 1990. Le Président a reçu des informations sur les faits nouveaux survenus concernant le Sahara occidental, y compris sur le plan de règlement proposé par les Nations Unies. Le Secrétaire général adjoint était accompagné de M. Issa Diallo, Assistant spécial du Secrétaire général. En avril, M. Diallo s'est rendu au Maroc pour remettre au Roi Hassan II un message du Secrétaire général.

11. Le 14 mai, le Secrétaire général a reçu au Siège de l'ONU M. Bachir Mustapha Sayed, représentant du Front Polisario, et s'est entretenu avec lui de diverses questions relatives au plan de règlement des Nations Unies envisagé pour le Sahara occidental.

12. Pour préparer l'application des Propositions de règlement, le Secrétaire général, en consultation avec le Président de l'OUA, a arrêté les dispositions à prendre pour la création de la Commission d'identification prévue dans les Propositions. Cette commission sera chargée de vérifier l'identité des Sahraouis qui souhaitent prendre part au référendum, d'établir qu'ils ont le droit de vote et de leur délivrer des cartes d'électeurs. On se souviendra que, comme prévu dans les Propositions, la Commission d'identification devra mettre à jour le recensement espagnol de 1974 qui doit servir de base pour l'identification des Sahraouis habilités à participer au référendum.

13. Comme l'aide des chefs de tribu et des notables sera nécessaire à ce processus d'identification, le Secrétaire général a organisé à Genève du 4 au 6 juin une réunion à laquelle le mandat de la Commission d'identification et ses méthodes de travail ont été expliqués à 38 chefs de tribu et notables du Sahara occidental. La réunion a également donné à ces derniers l'occasion de faire des suggestions à la Commission concernant les meilleurs moyens de déterminer qui a le droit de vote, et concernant la manière dont ils pourraient offrir leur concours à la Commission lorsqu'elle s'acquittera de son mandat.

14. A la suite de cette réunion, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité un rapport 1/ contenant le texte intégral des Propositions de règlement acceptées en principe par les deux parties le 30 août 1988, ainsi que le plan de mise en oeuvre proposé par le Secrétaire général en application de la résolution 621 (1988) du Conseil, en date du 20 septembre 1988.

15. Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 658 (1990) du 27 juin 1990. Dans cette résolution, le Conseil a exprimé son entier appui au Secrétaire général pour la poursuite de sa mission de bons offices, menée conjointement avec le Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, en vue du règlement de la question du Sahara occidental, accueilli favorablement l'intention du Secrétaire général d'envoyer très prochainement une mission technique dans le territoire et dans les pays voisins, en vue notamment de préciser les aspects administratifs du plan exposé et de recueillir les informations nécessaires à la préparation d'un nouveau

rapport au Conseil, et prié le Secrétaire général de lui remettre dans les meilleurs délais possibles un nouveau rapport détaillé sur son plan de mise en oeuvre, contenant notamment une estimation du coût de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), étant entendu que ce rapport devrait être la base sur laquelle le Conseil autoriserait la création de la MINURSO.

16. En application de la résolution susmentionnée, le Secrétaire général a eu de nouveaux entretiens à Genève, du 5 au 9 juillet, avec les représentants du Maroc et du Front Polisario sur la meilleure façon d'appliquer le plan de paix approuvé par le Conseil de sécurité. Il s'est entretenu successivement avec M. Abdelatif Filali, Ministre d'Etat chargé des affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc, et M. Bachir Mustapha Sayed, membre du Comité exécutif du Front Polisario, chargé des relations extérieures.

17. Au cours de ces entretiens, le Secrétaire général a examiné avec les parties un certain nombre de questions relatives au référendum, notamment celle d'un code de conduite pour la campagne référendaire, une prolongation de la suspension des opérations militaires et la perspective d'un dialogue direct entre les deux parties sous les auspices du Secrétaire général.

18. Dans le message qu'il a adressé le 9 juillet 1990 à la Conférence annuelle des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, le Secrétaire général a informé les dirigeants africains des progrès accomplis sur la question du Sahara occidental, précisant qu'il existait désormais "non seulement un ensemble de propositions concernant le règlement du problème qui étaient acceptées de part et d'autre, mais aussi un plan et un calendrier précis pour leur mise en oeuvre".

19. Comme suite au paragraphe 4 de la résolution 658 (1990) du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a envoyé une mission technique d'enquête dans le territoire et dans les pays voisins, du 29 juillet au 11 août, en vue de préciser les aspects administratifs du plan de mise en oeuvre. Cette mission, qui était dirigée par M. Diallo, Assistant spécial du Secrétaire général, avait également pour instructions de recueillir les informations nécessaires pour estimer le coût de l'opération et déterminer quels sont les installations et services disponibles pour appuyer celle-ci. Les éléments d'information en question étaient indispensables au Secrétaire général pour préparer le nouveau rapport détaillé sur le plan de mise en oeuvre qu'il doit soumettre au Conseil de sécurité et sur la base duquel le Conseil autoriserait la création de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

20. Pendant son séjour dans la région, la mission technique a rencontré des représentants de haut niveau du Gouvernement marocain et du Front Polisario. A Nouakchott, elle s'est entretenue avec le Président de la Mauritanie, le colonel Maawiya Ould Sid'Ahmed Taya. A Alger, elle a rencontré le Ministre des affaires étrangères, M. Sid Ahmed Ghozali.

21. Durant la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général s'est entretenu avec M. Filali, ainsi qu'avec M. Mustapha Sayed. Les discussions ont porté tout particulièrement sur le rapport que le Secrétaire général doit présenter au Conseil de sécurité.

22. Le Secrétaire général a aussi eu des entretiens avec M. Yoweri Museveni, Président de la République de l'Ouganda et Président en exercice de l'OUA, avec lequel il a eu l'occasion de préciser à nouveau le rôle que l'OUA sera appelée à jouer dans la mise en oeuvre du plan de règlement.

### Conclusions

23. Le Secrétaire général a maintenu des contacts étroits avec le Président en exercice de l'OUA sur tous les aspects de la question du Sahara occidental. Il est aussi resté en contact avec les deux parties, soit personnellement soit par l'intermédiaire de ses collaborateurs principaux. Ces contacts ont aidé à préciser l'optique dans laquelle l'Organisation des Nations Unies envisage certaines questions intéressant directement les parties et ont permis de tenir pleinement compte des préoccupations exprimées par ces dernières concernant le plan de mise en oeuvre.

24. Le Secrétaire général trouve encourageants les progrès accomplis dans le processus de paix. Des propositions acceptées de part et d'autre et un calendrier d'application ont été arrêtés. De même, un plan prévoyant la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental, sans aucune contrainte administrative ou militaire, organisé et contrôlé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec l'OUA, a été établi.

25. La série de missions de bons offices entreprises par le Secrétaire général au cours de la période considérée a bénéficié de l'entière coopération et de la bonne volonté des deux parties, qui souhaitent l'une et l'autre progresser vers la tenue du référendum. Grâce à la coopération et au soutien que lui ont apportés les deux parties ainsi que les pays voisins du territoire, la mission technique a pu accomplir la tâche qui lui avait été confiée.

26. S'agissant des entretiens qui ont eu lieu en juin à Genève entre l'ONU et les chefs de tribu et notables du Sahara occidental, le Secrétaire général est reconnaissant à ces derniers d'être prêts à contribuer au processus d'identification des électeurs car leur coopération est indispensable à l'effort international entrepris pour régler la question pacifiquement et dans les meilleurs délais.

27. Le Secrétaire général estime qu'étant donné la coopération et la volonté politique dont les parties font preuve, on n'est pas loin actuellement d'une solution à ce problème de longue date. Il espère donc que les parties continueront de prêter l'attention voulue à toutes les questions relatives à l'application du plan de paix.

28. Le Secrétaire général a l'intention de soumettre dès que possible au Conseil de sécurité un nouveau rapport détaillé contenant des informations supplémentaires sur la façon dont il se propose de donner suite au plan de règlement pour le Sahara occidental. Ce rapport constituera la base sur laquelle le Conseil de sécurité autorisera la création de la MINURSO.

29. Le Secrétaire général considère que la question du Sahara occidental est entrée dans une phase décisive et est persuadé qu'il ne faut épargner aucun effort pour contribuer au règlement définitif du problème et au renforcement de la paix et de la stabilité dans la région. Il exprime l'espoir que l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session apportera un concours important à la réalisation de cet objectif.

Note

1/ S/21360.

-----